



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 9 mai 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **13 mai 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le neuf mai à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 mai 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 30

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Agnès **MONTRICHARD**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la communication n° D.42-COM2), Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 3

Patrick **DENISE** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 9 mai 2022

2022.05/44/INFO3

INFORMATION AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX SUR L'UTILISATION PAR MONSIEUR LE MAIRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DE DROIT ET CELLE ACCORDÉE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES – COMMUNICATION

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe les domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT

-Que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :




DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISIONS DU MAIRE

N° Décision	TITRE
DE2202I_1ST	Renouvellement de l'adhésion 2022 à l'Association de Pomologie de Haute Normandie
DE2202I_2ST	Renouvellement de l'adhésion 2022 à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine
DE2202I_3ST	Renouvellement de l'adhésion 2022 au Conseil National des Villes et Villages Fleuris
DE2202I_4ST	Renouvellement de l'adhésion 2022 à la Société d'Apiculture de Haute-Normandie
DE2202I_2CO	Réalisation de travaux d'impression et de façonnage du Montivilliers Magazine
DE2205I_1M	MARCHES PUBLICS – Appel à projets DETR – DSIL
DE2205I_2M	MARCHES PUBLICS – Aménagement d'un skate park – Maîtrise d'œuvre – marché - signature
DE2205I_3M	MARCHES PUBLICS – Prestations de nettoyage d'espaces publics et de biens communaux – marché - signature
DE2205I_4M	MARCHES PUBLICS – Travaux de réfection des peintures – marché - signature
DE2205I_5M	MARCHES PUBLICS – Aménagement d'un parc jardin Sente des Rivières – Maîtrise d'œuvre – marché - signature

DE22021_1SCB	SERVICE CULTUREL BIBLIOTHEQUE.- Aide financière au département de Seine-Maritime pour la Fête du livre
DE2203I_1F	FINANCES - Création d'une régie de recettes à la Maison des arts
DE2203I_2F	FINANCES – Avenant au prêt Crédit Mutuel pour le budget Eco-quartier « Les jardins de Ville »
DE2204I_2SCB	SERVICE CULTUREL BIBLIOTHEQUE.- Demande de subvention FRAB pour restauration d'un document patrimonial

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.

Envoyé en préfecture le 12/05/2022
Reçu en préfecture le 12/05/2022
Affiché le 
ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE



DÉCISION N° DE2202I_1ST

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- les statuts de l'association pomologique de Haute- Normandie (A.P.H.N.) ;
- l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2020 relative à l'adhésion de la Ville de Montivilliers à l'association de pomologie de Haute-Normandie ;

CONSIDÉRANT :

- Que les principaux objectifs pour les villes adhérentes de l'A.P.H.N. sont de :
 - o Rechercher : reconnaître les espèces de fruits peu connues, déterminer la génétique des variétés anciennes avec l'INRA.
 - o Protéger : sauver des espèces rares et/ou anciennes par greffage.
 - o Sauvegarder : greffer en double des variétés rares et les reproduire dans plusieurs vergers.
- Que l'association propose différentes manifestations gratuites que l'on peut retrouver sur le site internet et qui permet d'identifier les villes qui participent à la promotion et à la conservation des espèces fruitières.
- Considérant l'intérêt que représente ce renouvellement d'adhésion pour le développement et le rayonnement de la commune, laquelle est engagée dans la conservation de la biodiversité communale.
- Que l'association propose un renouvellement d'adhésion pour l'année qui s'élève à 60€ pour la ville de Montivilliers. La ville disposera d'une voix aux assemblées de l'association.

DÉCIDE :

- De renouveler l'adhésion à l'association pomologique de Haute-Normandie ;
- De verser la somme de 60€ à l'A.P.H.N. correspondant à la cotisation annuelle de renouvellement d'adhésion à l'association ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte se rapportant à la présente décision ;

Imputation budgétaire

Exercice 2022

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 823

Nature et intitulé : 6281

Code Analytique : ESPVER

Montant de la dépense : 60 euros

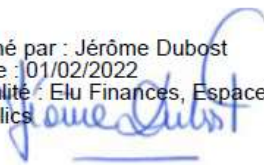
Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 01/02/2022
Qualité : Elu Finances, Espaces
Publics



Envoyé en préfecture le 12/05/2022

Reçu en préfecture le 12/05/2022

Affiché le



ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 03/02/2022

Reçu en préfecture le 03/02/2022

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20220201-DE2202I_2ST-AR

Envoyé en préfecture le 12/05/2022

Reçu en préfecture le 12/05/2022

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

DÉCISION N° DE2202I_2ST

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- la demande d'adhésion à cette association pour améliorer la propreté urbaine et la nécessité de créer un outil de progression et d'approche globale de celle-ci en lien avec les autres villes;
- les statuts de l'association des villes pour la propreté urbaine (AVPU).
- l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 4 novembre 2019 relative à l'adhésion de la Ville de Montivilliers à l'Association des villes pour la propreté urbaine ;

CONSIDÉRANT :

-Que les principaux objectifs pour les villes adhérentes de l'AVPU sont de :

- S'améliorer : chaque collectivité adhérente s'inscrit dans une volonté d'amélioration du niveau de propreté de son espace public.
- S'évaluer : la ville se dote des moyens de mesurer le plus objectivement possible le niveau de propreté de son espace public et ces éléments de mesures dont l'objet d'une validation à valeur nationale reconnue.
- Se situer : les efforts accomplis pour obtenir une progression peuvent se comparer et leur analyse montrera par quels moyens on peut être plus performants.
- Communiquer : adhérer à l'APVU traduit la volonté politique en faveur d'une meilleure propreté. Elle confère à la collectivité, la capacité de pouvoir afficher cet engagement par une communication spécifique.

-Que l'outil de la progression est une grille de mesure des différents éléments qui participent à l'état de « non propreté » :

- Papiers, emballages et journaux,
- Verre et les débris de verres,
- Mégots,
- Déjections canines,
- Dépôts sauvages,
- Feuilles,
- Tags,
- Affiches et affichettes,
- Souillures adhérentes.

La grille est mise en fonction dans tous les secteurs, chaque secteur ayant ses propres caractéristiques (commerces, gares, écoles, résidentiels, ...). Les mesures s'apprécient dans le temps, secteurs par secteurs, saison par saison et ville par ville.

-Que l'association aura pour mission :

- de définir, diffuser, améliorer et promouvoir l'outil de mesure (grille IOP),
- de regrouper, analyser et valider les résultats des grilles que lui communiqueront les adhérents,
- d'établir des statistiques en rendant compte auprès de chaque ville de ses résultats.

L'association formera ses représentants de la collectivité à l'utilisation et à l'analyse de la grille des Indicateurs Objectifs de Propreté (IOP). Elle laissera toute liberté de communiquer sur le positionnement de ses villes adhérentes par rapport aux autres collectivités et offrira la gratuité aux rencontres organisées par l'AVPU ainsi qu'aux informations et échanges d'expériences au sein du réseau.

-Que le plan d'action prévoit :

- Des formations à l'utilisation de la grille, pour chaque ville adhérente,
- Des échanges trimestriels entre les villes adhérentes sur leurs pratiques et expériences,
- Un colloque annuel rendant compte des résultats des grilles des villes adhérentes, et présentant des expériences innovantes
- Des relations institutionnelles (associations d'élus, ministères, associations d'agents territoriaux),
- La création d'un site internet présentant les dossiers complets d'expériences, une lettre électronique,
- Un plan média pour alimenter la presse autour de ces sujets,
- L'identification des bonnes pratiques dans les pays européens, avec l'organisation de visites sur site, des colloques régionaux et des opérations événementielles (congrès des maires),

-Que l'adhésion à cette association revêt un intérêt public communal compte tenu de son objet et de ses actions.

-Que l'association s'autofinance (sans occulter la recherche de financements publics) et que les frais de renouvellement d'adhésion, lesquels dépendent de la taille de la collectivité, s'élèvent, pour la Ville de Montivilliers à 500€ par an.

DÉCIDE :

-De renouveler l'adhésion à l'association des villes pour la propreté urbaine (AVPU) et d'approuver les statuts ;

-De verser la somme de 500€ à l'AVPU correspondant aux frais annuels de cotisation pour le renouvellement de l'adhésion à cette association (collectivités de 5000 à 20 000 habitants);

-D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte se rapportant à la présente décision ;

Imputation budgétaire

Exercice 2022

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 822

Nature et intitulé : 6281

Code analytique : VOIRIE

Montant de la dépense : **500 euros**

Envoyé en préfecture le 12/05/2022

Reçu en préfecture le 12/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

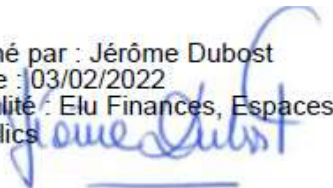
Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 03/02/2022
Qualité : Elu Finances, Espaces
Publics



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 03/02/2022

Reçu en préfecture le 03/02/2022

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20220201-DE2202I_3ST-AR

Envoyé en préfecture le 12/05/2022

Reçu en préfecture le 12/05/2022

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

DÉCISION N° DE2202I_3ST

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- les statuts du Conseil National des Villes et Villages Fleuris (C.N.V.V.F.);
- l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 10 juillet 2020 relative à l'adhésion de la Ville de Montivilliers au Conseil National des Villes et Villages Fleuris ;

CONSIDÉRANT :

- Que les principaux objectifs pour les villes adhérentes du C.N.V.V.F sont :
 - o Intégration du réseau des Villes et Villages Fleuris,
 - o Conservation du Label « Ville Fleurie »,
 - o Bénéficier de nombreux outils pour promouvoir la ville,
 - o Accompagnement pour participation à l'échelon départemental pour la valorisation paysagère de leur territoire.
- Que l'adhésion est obligatoire pour permettre la reconnaissance des Villes et Villages Fleuris sur le territoire depuis 2017, pour toute commune 1, 2,3 et 4 Fleurs souhaitant conserver leur Label.
- Considérant l'intérêt que représente ce renouvellement d'adhésion pour le développement et le rayonnement de la commune

DÉCIDE :

- De renouveler l'adhésion au Conseil National des Villes et Villages Fleuris et d'approuver le projet de statuts ;
- De verser la somme de 350€ au C.N.V.V.F correspondant à la cotisation annuelle de renouvellement d'adhésion pour 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte se rapportant à la présente décision ;

Imputation budgétaire

Exercice 2022

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 823

Nature et intitulé : 6281

Code analytique : ESPVER

Montant de la dépense : **350 euros**

Envoyé en préfecture le 12/05/2022

Reçu en préfecture le 12/05/2022

Affiché le

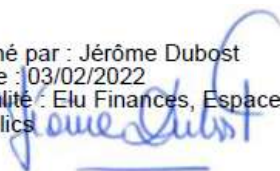
SLO

ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 03/02/2022
Qualité : Elu Finances, Espaces
Publics



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 03/02/2022

Reçu en préfecture le 03/02/2022

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20220201-DE2202I_4ST-AR

Envoyé en préfecture le 12/05/2022

Reçu en préfecture le 12/05/2022

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

DÉCISION N° DE2202I_4ST

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- la demande d'adhésion à cette société Apicole de Haute Normandie permet de bénéficier de l'ensemble des services suivants : soutien de chacun de ses membres dans l'activité d'apiculture et propose des activités techniques, des formations, du prêt de matériels, des commandes groupées de matériels, une assistance technique et sanitaire, des abonnements et des assurances;
- les statuts de la Société Apiculture de Haute Normandie (SAHN).
- l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 31 mai 2021 relative à l'adhésion de la Ville de Montivilliers à la Société Apiculture de Haute Normandie ;

CONSIDÉRANT :

- Que l'intérêt pour la ville, gestionnaire de ruches, d'adhérer à la SAHN afin de bénéficier des activités techniques, des formations, du prêt de matériel ; des assurances et des autres activités proposées par ce syndicat.
- Considérant l'intérêt que représente ce renouvellement d'adhésion pour la commune

DÉCIDE :

- De renouveler l'adhésion à la Société Apicole de Haute Normandie et d'approuver le projet de statuts ;
- De verser la somme de 250€ à la SAHN correspondant à la cotisation annuelle de renouvellement d'adhésion pour 2022 ;
- De verser la somme de 17,75€ à la SAHN correspondant à la cotisation annuelle d'assurance en fonction du nombre de ruches ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte se rapportant à la présente décision ;

Imputation budgétaire

Exercice 2022

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 823

Nature et intitulé : 6281

Code analytique : ESPVER

Montant de la dépense : **267.75 euros**

Envoyé en préfecture le 12/05/2022

Reçu en préfecture le 12/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 03/02/2022
Qualité : Elu Finances, Espaces
Publics



Envoyé en préfecture le 12/05/2022

Reçu en préfecture le 12/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 22/03/2022

Reçu en préfecture le 22/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220317-M_DE220317_200-AR

DÉCISION N° DE2202I_2CO

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La réalisation de travaux d'impression et de façonnage du Montivilliers Magazine.
- La consultation organisée le 1^{er} mars 2022

DÉCIDE :

De signer une lettre de commande avec l'Imprimerie DURAND, représentée par Pierre-Emile DURAND, Gérant située 1 rue Emile Durand parc d'activités des Hautes Falaises 76400 SAINT-LEONARD concernant les travaux d'impression et la livraison du Montivilliers Magazine édité à 9 000 exemplaires.

Montant total : **25 788,66 HT (soit 4298.11€ HT / numéro)**

- Application de 10% pour la TVA

Ce marché est signé pour les publications du Montivilliers Magazine des mois de mai/juin 2022 - juillet/août 2022 - septembre/octobre 2022 - novembre/décembre 2022 - janvier/février 2023 - mars/avril 2023.

D'autoriser l'engagement de la dépense afférente à cette prestation.

Imputation budgétaire
Exercice 2022 Budget Principal
6237/023

Le Maire,
Jérôme DUBOST


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 22/03/2022
Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2205I_1M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- la loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 ;
- la circulaire préfectorale de lancement des appels à projets pour la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) du 8 novembre 2021 ;
- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2334-32 à L2334-39 ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Que l'appel à projets de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), par la circulaire préfectorale du 8 novembre 2021, permet de financer certains projets d'investissement de la Ville ;
- Que ces dotations représentent un intérêt pour la collectivité au regard des projets potentiellement éligibles ;

DÉCIDE :

De solliciter la DETR pour les projets suivants :

PROJETS	MONTANT SUBVENTIONNABLE € HT
1.Mise en conformité de la défense extérieure incendie	41.600,00
2.Sécurisation et extension du réseau de vidéo-protection urbaine	83.300,00
3.Ecole maternelle du Pont Callouard : remplacement du garde-corps de la cour d'école,	20.800,00
4.Groupe scolaire Louise Michel : gros travaux de remplacement des menuiseries	81.600,00

5.Cimetière Brisgaret : création de cases de columbarium	18.000,00
6.Cimetière Brisgaret : reprise des concessions	18.950,00

De solliciter la DSIL pour les projets suivants :

PROJETS	MONTANT SUBVENTIONNABLE € HT
1.Ecole Jean de la Fontaine : remplacement des éclairages par un système LED	20.800,00
2.Salle de sport Christian Gand : remplacement des éclairages par un système LED	25.000,00
3.Complexe sportif Claude Dupont : remplacement de l'éclairage du terrain	41.600,00
4.Sécurisation et extension du réseau de vidéo-protection urbaine	83.300,00
5.Buglise, propriété des arts et de la nature	35.300,00

Certains de ces projets peuvent faire l'objet de demandes d'aides auprès d'autres financeurs (Fonds de Concours de la Communauté Urbaine, Département, Région, DRAC, FIPD, etc...)

Les plans de financement sont les suivants :

Mise en conformité de la défense extérieure incendie :

DEPENSES		RECETTES	
Montant des travaux HT	41 600,00	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (40 %))	16 640,00
		Subvention Département (30%)	12 480,00
		FCTVA (16,404%)	8 188,88
TVA (20 %)	8 320,00	Part Ville de Montivilliers	12 611,12
TOTAL TTC	49 920,00	TOTAL	49 920,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT	%
		(au centime près)	
DETR	Sollicité	16 640,00	40,00%
Département	Sollicité	12 480,00	30,00%
			0,00%
Sous-total – aides publiques		29 120,00	70,00%

Autofinancement sur fonds propres	12 348,88	30,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	131,12	
Sous-total – Autofinancement	12 480,00	

TOTAL DES RESSOURCES	41 600,00	100,00%
(= coût prévisionnel total H.T.)		

Ecole maternelle du Pont Callouard : remplacement du garde-corps de la cour d'école :

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant du projet HT	20 800,00	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (30%)	6 240,00
		FCTVA (16,404%)	4 094,44
TVA (20 %)	4 160,00	Part Ville de Montivilliers	14 625,56
TOTAL TTC	24 960,00	TOTAL	24 960,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT	%
		(au centime près)	
DETR	Sollicité	6 240,00	30,00%
Sous-total – aides publiques		6 240,00	30,00%

Autofinancement sur fonds propres	14 494,44	70,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser : (part TVA non compensée par le FCTVA)	65,56	
Sous-total – Autofinancement	14 560,00	

TOTAL DES RESSOURCES	20 800,00	100,00%
(= coût prévisionnel total H.T.)		

Groupe scolaire Louise Michel : gros travaux de remplacement des menuiseries :

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant des travaux HT	81 600,00	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (30 %)	24 480,00
		Subvention Département (30%)	24 480,00
		FCTVA (16,404%)	16 062,80
TVA (20 %)	16 320,00	Part Ville de Montivilliers	32 897,20
TOTAL TTC	97 920,00	TOTAL	97 920,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT	%
		(au centime près)	
DETR	Sollicité	24 480,00	30,00%
Département	Sollicité	24 480,00	30,00%
			0,00%
Sous-total – aides publiques		48 960,00	60,00%

Autofinancement sur fonds propres	32 382,80	40,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	257,20	
Sous-total – Autofinancement	32 640,00	

TOTAL DES RESSOURCES	81 600,00	100,00%
(= coût prévisionnel total H.T.)		

Cimetière Brisgaret : création de cases de columbarium :

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant du projet HT	18 000,00	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (30%)	5 400,00
		FCTVA (16,404%)	3 543,26
TVA (20 %)	3 600,00	Part Ville de Montivilliers	12 656,74
TOTAL TTC	21 600,00	TOTAL	21 600,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT	%
		(au centime près)	
DETR	Sollicité	5 400,00	30,00%
Sous-total – aides publiques		5 400,00	30,00%

Autofinancement sur fonds propres	12 543,26	70,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser : (part TVA non compensée par le FCTVA)	56,74	
Sous-total – Autofinancement	12 600,00	

TOTAL DES RESSOURCES	18 000,00	100,00%
(= coût prévisionnel total H.T.)		

Cimetière Brisgaret : reprise des concessions :

<u>DEPENSES</u>		<u>RECETTES</u>	
Montant du projet HT	18 950,00	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (30%)	5 685,00
		FCTVA (16,404%)	3 730,27
TVA (20 %)	3 790,00	Part Ville de Montivilliers	13 324,73
TOTAL TTC	22 740,00	TOTAL	22 740,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT	%
		(au centime près)	
DETR	Sollicité	5 685,00	30,00%
Sous-total – aides publiques		5 685,00	30,00%

Autofinancement sur fonds propres	13 205,27	70,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser : (part TVA non compensée par le FCTVA)	59,73	
Sous-total – Autofinancement	13 265,00	

TOTAL DES RESSOURCES	18 950,00	100,00%
(= coût prévisionnel total H.T.)		

Ecole Jean de la Fontaine : remplacement des éclairages par un système LED :

DEPENSES		RECETTES	
Montant du projet HT	20 800,00	Subvention Etat DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local (30%))	6 240,00
		FCTVA (16,404%)	3 412,03
TVA (20 %)	-	Part Ville de Montivilliers	11 147,97
TOTAL TTC	20 800,00	TOTAL	20 800,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT	%
		(au centime près)	
DSIL	Sollicité	6 240,00	30,00%
Sous-total – aides publiques		6 240,00	30,00%

Autofinancement sur fonds propres	17 972,03	70,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	- 3 412,03	
Sous-total – Autofinancement	14 560,00	

TOTAL DES RESSOURCES	20 800,00	100,00%
(= coût prévisionnel total H.T.)		

Salle de sport Christian Gand : remplacement des éclairages par un système LED :

DEPENSES		RECETTES	
Montant du projet HT	25 000,00	Subvention Etat DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local (30%))	7 500,00
		FCTVA (16,404%)	4 101,00
TVA (20 %)	-	Part Ville de Montivilliers	13 399,00
TOTAL TTC	25 000,00	TOTAL	25 000,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT	%
		(au centime près)	
DSIL	Sollicité	7 500,00	30,00%
Sous-total – aides publiques		7 500,00	30,00%

Autofinancement sur fonds propres	21 601,00	70,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	- 4 101,00	
Sous-total – Autofinancement	17 500,00	

TOTAL DES RESSOURCES	25 000,00	100,00%
(= coût prévisionnel total H.T.)		

Complexe sportif Claude Dupont : remplacement de l'éclairage du Terrain :

DEPENSES		RECETTES	
Montant du projet HT	41 600,00	Subvention Etat DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local (30%))	12 480,00
		FCTVA (16,404%)	6 824,06
TVA (20 %)	-	Part Ville de Montivilliers	22 295,94
TOTAL TTC	41 600,00	TOTAL	41 600,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT	%
		(au centime près)	
DSIL	Sollicité	12 480,00	30,00%
Sous-total – aides publiques		12 480,00	30,00%

Autofinancement sur fonds propres	35 944,06	70,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	- 6 824,06	
Sous-total – Autofinancement	29 120,00	

TOTAL DES RESSOURCES	41 600,00	100,00%
(= coût prévisionnel total H.T.)		

Buglise, propriété des arts et de la nature :

DEPENSES		RECETTES	
Montant du projet HT	35 300,00	Subvention Etat DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local (30%))	10 590,00
		FCTVA (16,404%)	5 790,61
TVA (20 %)	-	Part Ville de Montivilliers	18 919,39
TOTAL TTC	35 300,00	TOTAL	35 300,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT	%
		(au centime près)	
DSIL	Sollicité	10 590,00	30,00%
Sous-total – aides publiques		10 590,00	30,00%

Autofinancement sur fonds propres	30 500,61	70,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	- 5 790,61	
Sous-total – Autofinancement	24 710,00	

TOTAL DES RESSOURCES	35 300,00	100,00%
(= coût prévisionnel total H.T.)		

Sécurisation et extension du réseau de vidéo-protection urbaine :

DEPENSES		RECETTES	
Montant des travaux HT	83 300,00	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (40%)	33 320,00
		Subvention Etat DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) (25%)	20 825,00
		FIPD (10 %)	8 330,00
		FCTVA (16,404%)	16 397,44
TVA (20 %)	16 660,00	Part Ville de Montivilliers	21 087,56
TOTAL TTC	99 960,00	TOTAL	99 960,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT (au centime près)	%
DETR	Sollicité	33 320,00	40,00%
DSIL	Sollicité	20 825,00	25,00%
FIPD	Sollicité	8 330,00	10,00%
Sous-total – aides publiques		62 475,00	75,00%

Autofinancement sur fonds propres	20 562,44	25,00%
Autofinancement par emprunt	/	
Autre, à préciser :(part TVA non compensée par le FCTVA)	262,56	
Sous-total – Autofinancement	20 825,00	

TOTAL DES RESSOURCES (= coût prévisionnel total H.T.)	83 300,00	100,00%
---	-----------	---------

Année 2022

Budget principal de la Ville

Compte : 2135 (installations générales, agencements, aménagement des constructions)

Fonctions : 022 (administration Etat) - 211 (écoles maternelles) - 212 (écoles primaires) - 412 (stades)

Comptes : 2135 (installations générales, agencements, aménagement des constructions) et
2183 (matériel de bureau et matériel informatique) – Fonction : 112 (police municipale) -
Opération : 10112 (vidéo-protection)

Compte : 2315 (installations, matériel et outillage techniques) – Fonction : 113 (pompiers
incendie secours) - Opération : 10113 (défense incendie)

Compte : 2135 (installations, matériel et outillage techniques) – Fonction : 411 (salles de sports
gymnases) – Opération : 10116 (réfection gymnase Christian Gand)

Compte : 2313 (constructions) – Fonction : 824 (autres opérations aménagement urbain) -
Opération : 10117 (Buglise)

Compte : 2313 (constructions) – Fonctions : 211 (écoles maternelles) et 212 (écoles primaires)
– Opération : 1021 (gros travaux écoles)

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 15/02/2022
Qualité : Maire



Envoyé en préfecture le 12/05/2022

Reçu en préfecture le 12/05/2022

Affiché le



ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2205I_2M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de se faire assister d'un maître d'œuvre pour l'aménagement d'un skate park, à Montivilliers ;
- La mise en concurrence organisée le 13 janvier 2022 ;

DECIDE :

De signer le contrat de maîtrise d'œuvre avec le groupement d'entreprises suivant :

-**Cabinet INGE-INFRA**, mandataire du groupement
Espace Robert Schuman – Immeuble 1 – 1^{er} étage – 7 place de l'Europe
14200 HEROUVILLE-SAINT-CLAIR

-**Cabinet ANTIDOTE SKATEPARKS SCOP ARL**, co-traitant
133 résidence Saint Jean – 60 avenue Georges Clémenceau
14400 BAYEUX

Le montant de la mission s'élève à 18.750 euros HT, soit 22.500 euros TTC

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette prestation

Imputation budgétaire
Exercices 2022 - Budget Principal
Compte 2031 : Frais d'études
Sous fonction et rubrique 411 : Salles de sports gymnases

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 17/02/2022
Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 24/03/2022

Reçu en préfecture le 24/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220321-DE2205I_3M-AR

Envoyé en préfecture le 12/05/2022

Reçu en préfecture le 12/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

DÉCISION N° DE2205I_3M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le procès-verbal de la commission marché du 08 mars 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de relancer un marché de prestations de nettoyage d'espaces publics et de biens communaux pour la Ville de Montivilliers ;
- La consultation publique lancée le 27 janvier 2022 ;

DECIDE :

De signer un accord cadre mono attributaire à bons de commande avec la société FACILIBOT – 68 Boulevard Jules Durand – 76600 LE HAVRE.

Les commandes sont fixées annuellement de la manière suivante : maximum annuel HT : 50 000 euros.

L'accord-cadre prendra effet à partir de sa date de notification pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, chaque année sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur. La durée totale ne pourra excéder 4 années.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cet accord-cadre.

Imputation budgétaire
Exercices 2022 - Budget Principal
615231-822 – Entretien des voies communales

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 24/03/2022

Qualité : Maire



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2205I_4M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- le procès-verbal de la commission marché du 08 mars 2022

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de relancer un marché de travaux de réfection des peintures des bâtiments de la Ville et du CCAS de Montivilliers ;
- La consultation publique lancée le 04 février 2022 ;

DECIDE :

De signer un accord cadre mono attributaire à bons de commande avec la société A. MAAD PEINTURE (8 rue Gustave Serrurier – 76620 LE HAVRE) pour un montant de 29 463 € TTC.

Les commandes sont fixées annuellement de la manière suivante :

- Bâtiments municipaux : maximum annuel HT : 100 000 euros.

L'accord-cadre est signé pour une durée d'un an, à compter de sa date de notification, jusqu'au 31 décembre 2022 pour la première année, puis reconductible tacitement 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 ans.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cet accord-cadre.


Imputation budgétaire
Exercices 2022 - Budget Principal
2135 – toutes fonctions selon les bâtiments

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Envoyé en préfecture le 14/03/2022
Reçu en préfecture le 14/03/2022
Affiché le 
ID : 076-217604479-20220311-DE2205I_5M-AU

République Française



Envoyé en préfecture le 12/05/2022
Reçu en préfecture le 12/05/2022
Affiché le 
ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2205I_5M

Jérôme DUBOST, Maire de la ***Ville de Montivilliers***,

VU,

- l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- le procès-verbal de la commission marché du 1er mars 2022

CONSIDÉRANT :

- Le projet d'aménagement d'un parc jardin, situé sente des Rivières, à Montivilliers ;
- La nécessité de se faire assister d'un maître d'œuvre pour mener à bien les études ;
- La consultation publique lancée le 14 octobre 2021 ;

DECIDE :

De signer un marché de maîtrise d'œuvre avec le groupement suivant :

- ATELIER CEPAGE (18 rue Jean-Marie Poulmarch – BP 217 – 94203 Ivry Sur Seine Cédex), mandataire du groupement ;
- SAS FISH-PASS (ZA des 3 prés – 18 rue de la Plaine – 35890 LAILLE) ;
- AREA CONSEILS (317 rue des Canadiens – 76520 Franqueville Saint Pierre) ;

La mission confiée dans un premier temps concerne uniquement les études de maîtrise d'œuvre de la tranche ferme et la mission complémentaire 1 portant sur la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale.

La décomposition par cotraitant est la suivante :

ATELIER CEPAGE	SAS FISH-PASS	AREA CONSEILS
74.730,47 € HT	7.950,00 € HT	4.000,00 € HT
89.676,56 € TTC	9.540,00 € TTC	4.800,00 € TTC

Ce qui représente un total de 86.680,47 € HT soit 104.016,56 € TTC.

D'autoriser le paiement des frais afférents.

Imputation budgétaire
Exercices 2022 - Budget Principal
2031 – Frais d'études
Fonction 823 – Espaces verts urbains
Opération 10012 : Terrain Ternon – Sente des Rivières

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 14/03/2022
Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2202I_1SCB

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le budget primitif de l'exercice 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- Que l'intérêt d'une manifestation littéraire le 26 novembre 2022 complète l'offre culturelle proposée par la Ville en assurant :
 - la promotion de différents genres littéraires et la rencontre d'auteurs avec leur lectorat ;
 - la consolidation du lien entre les écoles, bibliothèques, libraires, éditeurs et réseau associatif.
 - Les échanges entre générations et permettre l'accès à de nouveaux publics.
- Que la découverte des lieux de Culture et de Patrimoine peut ainsi se réaliser de façon ludique et conviviale.
 - Que cette manifestation littéraire est un vecteur d'attractivité pour le territoire de la commune.

DÉCIDE :

De demander une aide financière au Département de Seine-Maritime dans le cadre du soutien aux festivals portés par les collectivités.

Recettes
Exercice 2022 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 321.1
Nature et intitulé : 7473 Subvention de fonctionnement Département

Fait à Montivilliers, le 28 janvier 2022
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 17/02/2022
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 17/02/2022
Reçu en préfecture le 17/02/2022
Affiché le
ID : 076-217604479-20220203-DE2202I_1SCB-AU

Envoyé en préfecture le 12/05/2022
Reçu en préfecture le 12/05/2022
Affiché le
ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2203I_1F

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1611-6, R.1611-2 à R.1611-5, R.1617-1 à R.1617-18, relatif à la création de régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Vu l'avis conforme du comptable assignataire en date du 28 janvier 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de créer une régie de recettes pour les encaissements des inscriptions à la maison des arts ;

DÉCIDE :

De créer une régie de recettes pour les encaissements des inscriptions à la maison des arts située rue Jacques LAMBILLARD pour l'encaissement des produits suivants :

- Inscriptions aux cours de l'Ecole de danse
- Inscriptions aux cours de l'Ecole de musique
- Inscriptions aux ateliers théâtre

né par : Jérôme Dubost
le 03/02/2022
Maire



- Inscriptions aux stages de danse»

Envoyé en préfecture le 03/02/2022
Reçu en préfecture le 03/02/2022
Affiché le 
ID : 076-217604479-20220201-DE22031_1FBI\$-AJ

Les conditions de fonctionnement de la régie sont annexées à la présente décision.

Imputation budgétaire
Exercice 2022 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 311
Nature et intitulé : 7062 « Redevances et droits à caractère culturel »

Fait à Montivilliers, le 24 janvier 2022
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Envoyé en préfecture le 12/05/2022
Reçu en préfecture le 12/05/2022
Affiché le 
ID : 076-217604479-20220509-M_DE220509_44-DE

ANNEXE

Article 1 : Les recettes désignées à ci-dessus sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Chèques bancaires, postaux ou assimilés
- Carte bancaire
- Paiement en ligne (internet : payfip carte bancaire)
- Pass culture / PASS 76
- Atout Normandie
- Virements

Le régisseur pourra encaisser les participations de CE suivant l'un des modes d'encaissement désigné ci-dessus.

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom du régisseur.

Article 2 : Cette régie est installée, à la Maison des Arts, rue Jacques LAMBILLARD, 76290 Montivilliers.

Article 4 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à : 20 000 €.

Article 5 : Le régisseur doit reverser la totalité son encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 4 et au moins une fois par mois.

Article 6 : Le régisseur et les mandataires suppléants seront désignés par le Maire sur avis conforme du comptable public assignataire.

Article 7 : Le régisseur est astreint au cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur. Il demandera son affiliation à l'Association Française de Cautionnement Mutuel. Il percevra une indemnité de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Les mandataires suppléants, étant donné la courte durée de leurs fonctions, ne sont pas astreints à un cautionnement. Ils ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

Article 9 : Les recouvrements des produits seront effectués contre délivrance de factures acquittées.

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes est fixée à 2 mois après émission de la facture.

Article 10 : Le régisseur doit produire au Maire les pièces justificatives de recettes au moins une fois par mois.

Article 11 : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22031_2F

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- L'article L.2122-22 al 3° du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Budget Annexe 2021 : Eco-Quartier « Les Jardins de la Ville » ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;


CONSIDÉRANT :

- La consultation auprès de sept établissements bancaires ;
- L'analyse des offres des quatre établissements bancaires ayant répondu à la consultation ;
- L'offre du Crédit Mutuel ;
- La décision N°2212I_F03 qui acte notamment une périodicité annuelle pour l'emprunt
- Le contrat d'emprunt du 17/12/2022 de 2 530 000 €
- L'explication technique du crédit mutuel en date du 17/02/2022 pour décaler la date de première échéance (expliquant les 13 mois)
- L'avenant au contrat de prêt privilège écologie n°10278 02169 00020420701
- Le tableau d'amortissement suite à l'avenant

DÉCIDE :

- DE CONTRACTER ; l'avenant auprès du Crédit Mutuel permettant de corriger la date de la 1^{ère} échéance, à savoir fixer l'échéance d'amortissement et d'intérêts sur une durée d'1 an soit une périodicité annuelle conformément à la 1^{ère} décision. Le contrat initialement édité par le crédit mutuel stipulait une 1^{ère} échéance sur une durée uniquement de 9 mois soit au 31/12/2022 et non 1 an après le déblocage des fonds soit au plus tard le 31/03/2023. A noter que la durée du contrat reste conforme à la décision d'origine sur 15 ans avec 15 échéances.
- D'AUTORISER ; le maire à signer l'avenant au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec le Crédit Mutuel.

Fait à Montivilliers, le 18 février 2022

Par délégation d  **al,**

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 18/02/2022
Capacité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2204I_2SCB

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le budget primitif de l'exercice 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- Que la Ville souhaite engager la restauration d'un registre de recensement militaire (*Tableaux de recensement des classes 1816-1850*) issu des archives municipales modernes conservées à la Bibliothèque Condorcet. Du fait de son empoussièrément et de la fragilité de la reliure, il n'est actuellement pas consultable. Une restauration permettrait de le communiquer au public et d'envisager une numérisation.
- Que ce document est d'un intérêt certain pour l'histoire de la Ville ainsi que pour les recherches personnelles et familiales.
- Que ses données fournissent des éléments très fiables sur les contextes sociaux, politiques, démographiques et, des indications sur les équipes municipales de cette période.
- Que le FRAB a pour objet d'aider les collectivités territoriales à conduire le traitement scientifique des collections patrimoniales, à en assurer la conservation, à les enrichir et à les valoriser ;
- Que la Bibliothèque municipale de la Ville de Montivilliers a un intérêt à assurer la conservation et la restauration de ces documents patrimoniaux dont la ville de Montivilliers est propriétaire ;
- Que ces biens présentent un intérêt public du point de vue du patrimoine historique.

DÉCIDE :

De demander une subvention auprès du Ministère de la culture, de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, le concours du Fonds de restauration et d'acquisition pour les bibliothèques (F.R.A.B.) **au montant le plus élevé possible.**

Recettes
Exercice 2022 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 321.1
Nature et intitulé : 7473 Subvention de fonctionnement Département

Fait à Montivilliers, le 12 avril 2022
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 22/04/2022
Qualité : Maire

